

PRÉFECTURE



DE L'HÉRAULT

## RECUEIL

DES

## ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

- 1<sup>re</sup> DIVISION. — Coordination des transports ferroviaires et routiers.  
— Lieutenants de louveterie (1935-1936).
- 2<sup>me</sup> DIVISION. — Majoration de rentes viagères au titre de l'année budgétaire 1935.
- 3<sup>me</sup> DIVISION. — Commune de Montferrier.  
— Dons et legs : Legs M. Paul Serre. — Vendargues.  
— Génie rural :  
Commune des Verreries-de-Moussans. — Association syndicale libre du Gavach. — Transformation en association syndicale autorisée.  
Communes de Clermont-l'Hérault et de Nébian.  
— Association syndicale libre du chemin d'exploitation des Cassagnasses à Clermont-l'Hérault. — Transformation en association syndicale autorisée.  
— Syndicat intercommunal d'électrification de la région de Montpellier. — Constitution provisoire.

(N° 73.) Coordination des transports ferroviaires et routiers.

Montpellier, le 24 juin 1935.

LE PRÉFET DE L'HÉRAULT,

Officier de la Légion d'Honneur,

à Monsieur le Sous-Préfet de Béziers et Messieurs les Maires  
du département.

Je suis informé que malgré l'interdiction formulée par l'article 5 du décret du 19 avril 1934, sur la coordination des transports ferroviaires et routiers, des nouveaux services de transports publics de voyageurs ou de marchandises sont mis en exploitation en violation des instructions plusieurs fois répétées de mes Services.

Vous n'ignorez pas que la persistance de pareils abus risque de compromettre gravement les effets du décret du 19 avril 1934 au moment où les circonstances commandent une action énergique pour obtenir, dans le plus bref délai, une réduction massive du déficit des chemins de fer.

Je ne saurais trop insister à nouveau pour que les prescriptions des décrets des 19 avril 1934 et 25 février 1935 reçoivent leur application la plus rigoureuse et que toutes les infractions donnent lieu, immédiatement, aux sanctions prévues par l'article 40 du décret du 19 avril 1934.

Je vous prie de vouloir bien donner des instructions très fermes aux agents chargés de la police de la circulation, placés sous vos ordres, pour assurer la stricte application des règlements, vérifier minutieusement si les transporteurs se trouvent dans une situation régulière et relever à leur encontre toutes les contraventions qu'ils auront pu constater.

Pour le Préfet :

*Le Secrétaire Général : EDMOND PASCAL.*

(N° 74.) Lieutenants de louveterie (1935-1936).

### LE PRÉFET DE L'HÉRAULT,

Officier de la Légion d'Honneur.

Vu le décret du 23 mars 1852 ;

Vu le règlement du 20 août 1814 sur la louveterie ;

Vu la loi du 23 février 1926 ;

Vu les propositions de M. le Conservateur des Eaux et Forêts, en date du 3 juin 1935,

#### ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le département de l'Hérault est divisé, pour l'année 1935-1936, en treize circonscriptions de louveterie conformément aux indications ci-après :

La première circonscription comprendra les cantons de Ganges et Saint-Martin-de-Londres ;

La deuxième circonscription : les cantons de Montpellier, Castries, Sète, Frontignan, Claret, Lunel, les Matelles, Mauguio, Mèze ;

La troisième circonscription : les communes de Faugères et de Pézènes, du canton de Bédarieux, les neuf communes de Fos, Fouzilhon, Gabian, Magalas, Margon, Montesquieu, Pouzolles, Roquessels, Roujan (canton de Roujan), les quatre communes : Cabrerolles, Caussiniojols, Laurens et Saint-Nazaire-de-Ladarez (canton de Murviel-lès-Béziers) ;

La quatrième circonscription : les cantons de Saint-Gervais et de Bédarieux, moins les communes de Faugères et de Pézènes (canton de Bédarieux) ;

La cinquième circonscription : les deux communes de Neflès et de Vailhan (canton de Roujan), les neuf communes d'Adissan, Cabrières, Cazouls-d'Hérault, Fontès, Lézignan-la-Cèbe, Lieuran-Cabrières, Nizas, Péret, Usclas-d'Hérault, et le canton de Clermont-d'Hérault, moins les communes de Ceyras et de Saint-Félix-de-Lodez ;

Les demandes (mod. N° 4) sont destinées exclusivement aux maires ;

Les bordereaux de demandes (mod. N° 5 pour les maires et mod. N° 3 pour les présidents de sociétés) seront remis à raison d'un exemplaire à chaque maire et à chaque président de société ;

Le résumé général (mod. N° 6) est destiné uniquement aux préfetures.

Dans le cas où vous auriez besoin d'un nombre plus considérable de ces imprimés, vous voudriez bien m'indiquer la quantité qui vous serait nécessaire et je m'empresserais de vous en faire l'envoi.

#### VII. — DISPOSITIONS SPÉCIALES

Je vous rappelle que les petits pensionnés, déjà titulaires d'un complément (majoration, allocation, bonification), attribué antérieurement à la répartition des crédits de l'année budgétaire 1931-1932 et qui remplissent les conditions requises pour obtenir le rajustement de ce complément, en application des dispositions de la loi du 31 mars 1932 (art. 122 à 125) modifiée par la loi du 31 mai 1933 (art. 29) doivent adresser une demande directement à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Toutes indications pour la formation des demandes de cette nature vous ont été données dans ma circulaire du 20 mai 1932.

La loi du 31 mai 1933 (art. 29) ayant élevé de 4.080 fr. à 4.200 fr. le chiffre maximum du revenu au-dessous duquel des majorations peuvent être accordées, les petits pensionnés qui auraient formé, avant la mise en application de cette loi, une demande de rajustement et qui n'auraient pu obtenir satisfaction parce que leur revenu dépassait 4.080 fr. pourront souscrire une nouvelle demande si ce revenu n'excède pas 4.200 fr.

Je vous prie d'inviter les maires à rappeler les termes de ma circulaire du 20 mai 1932 aux petits pensionnés, pour le cas où certains d'entre eux auraient omis de réclamer la revision de leurs compléments et à attirer, en particulier, leur attention sur les dispositions ci-dessus visées, de l'article 29 de la loi du 31 mai 1933.

Les demandes de rajustement qui parviendront à mon Administration jusqu'au 31 décembre 1935 donneront lieu à l'attribution d'un complément, partant du 1<sup>er</sup> janvier 1935.

#### VIII. — MESURES DE PUBLICITÉ.

Vous voudrez bien prendre toutes mesures utiles pour porter à la connaissance des intéressés les dispositions dont ils sont susceptibles de bénéficier ainsi que les formalités qu'ils ont à accomplir à cet effet.

La présente circulaire devra être insérée dans le *Recueil des Actes administratifs* des départements et il y aura lieu d'inviter les maires à en faire publier, partout où cela sera possible, les

dispositions essentielles, selon l'usage des lieux. Il y aurait également intérêt à ce que ceux des journaux qui insèrent habituellement, sans frais, les communications administratives fussent saisis, par vos soins, de ces renseignements intéressant leurs lecteurs.

La présente circulaire vous est adressée à raison de trois exemplaires pour la préfecture et d'un exemplaire pour chacune des sous-préfectures de votre département.

Je vous serais obligé de m'accuser réception de cet envoi et de faire parvenir à MM. les Sous-Préfets les exemplaires qui leur sont destinés.

*Le Directeur général*  
*de la Caisse des Dépôts et Consignations,*  
HENRI DEROY.

(N° 76.) Commune de Montferrier.

#### AVIS

En vertu d'un décret en date du 13 mai 1935, la commune de Montferrier (canton de Montpellier, Hérault) portera à l'avenir le nom de « Montferrier-sur-Lez ».

(N° 77.) Legs M. Paul Serre. — Vendargues.

Montpellier, le 20 juillet 1935.

#### AVIS

Par testament olographe, en date du 30 juin 1934, déposé au rang des minutes de M<sup>e</sup> Pierre Milhau, notaire à Castries, M. Paul Serre, en son vivant propriétaire, demeurant à Vendargues, y décédé le 4<sup>er</sup> mai 1935, a consenti, notamment, les dispositions sujettes à autorisation administrative dont la teneur est énoncée suit :

« Je lègue.....  
... en usufruit à mes cousines Jane, Suzanne, Marguerite Vialla la maison de la rue du Collège. Au décès de l'une d'elles ce sont les suivantes qui sont usufruitières. Au décès de la dernière la maison est léguée au Musée de Montpellier pour en faire tel usage qu'il vaudra.

Je fais héritier universel la commune de Vendargues aux conditions ci-après.

La commune devra entretenir dans la maison dite Château Berthézène une maison hospitalière où seront reçus les indigents des communes de Vendargues, St-Mathieu-de-Trévières, Montaud, Lunel-Viel ; à l'exception de Vendargues où tous les malades peuvent y être admis les autres communes sus-nommées ne peuvent y envoyer que des infirmes impotents.

Les pensionnaires doivent être Français et habiter la commune depuis trois ans au moins.

Les pensionnaires doivent jouir de leur plus grande indépendance au point de vue politique et confessionnel.

La maison doit être gérée par des religieuses que mon épouse choisira, en cas de décès prématuré c'est au C. M. à les désigner.

Une fois installées les religieuses n'ont d'ordre à recevoir de personne en ce qui concerne leur service. Tout pensionnaire peut être renvoyé pour inconduite ou indiscipline et n'a pas droit de retour.

La gérance de la propriété ainsi que des revenus doit être exercée par une commission de quatre membres dont deux délégués du Conseil municipal pris parmi ses membres et deux délégués des douze plus forts contribuables, ces douze contribuables ne doivent pas faire partie du C. M.

A mon épouse je lègue tout ce que je possède dans le Gard et la commune de Montaud ; je lui donne également l'usufruit de tous mes biens et revenus.

En ce qui concerne les meubles, ustensiles de toute sorte elle a droit d'en disposer et personne n'a droit de contrôler.

Les instruments agricoles, vaisselle vinaire, bétail seront inventoriés après mon décès.

Les revenus de la succession ne doivent pas servir à de nouvelles constructions sauf pour le service de la propriété ni à l'entretien des immeubles communaux existants. Aucune construction nouvelle ne doit être édifiée au jardin ni à l'enclos Caussel qui sont réservés moitié au jardin actuel, l'autre moitié à la maison Caussel. Le jardin et la moitié de l'enclos Caussel est réservé aux pensionnaires.

Au cas où pour des raisons que je ne connais pas ou n'aurai pas à connaître la commune refuserait la succession, je lègue ce que j'ai mentionné ci-dessus à la commune de St-Mathieu-de-Trévières auquel cas la maison hospitalière n'aurait pas sa raison d'être mais la commune ci-dessus mentionnée devrait verser une somme annuelle de cinq mille f. aux petites Sœurs des Pauvres de Montpellier.

Les champs, terres, vignes ou oliveraies sis dans les communes de Castries, Vendargues, St-Aunès jusqu'à la voie ferrée de Montpellier-Lunel ne doivent être ni aliénés ni vendus. Toutefois je fais exception pour ceux dont la contenance a moins de soixante ares et ceux d'utilité publique.

Les revenus doivent être employés à l'entretien de la maison hospitalière à tous les points de vue ainsi que du cimetière, de mon tombeau et de celui du Général Berthézène après en avoir référé à la famille. Les revenus supplémentaires doivent être utilisés pour la création de rues, avenues qui ne doivent pas avoir moins de dix mètres de large dans la partie la plus étroite



et conserver le plus possible la ligne droite et suffisamment évasées à leurs jonctions de manière à éviter tout accident.

L'avenue de la Gare de l'immeuble Poitevin à la route départementale doit avoir une largeur de quinze mètres dans la partie la plus rétrécie. Les chemins ruraux doivent également être chargés, entretenus et avoir une largeur de 7 mètres minimum fossés compris. Aucune somme ne peut être détournée pour l'entretien des chemins hors de la commune.

Les rues à créer ou à élargir doivent représenter un grand périmètre de la jonction des routes départementales et nationales — Bar de l'Avenir — au passage à niveau de Castries et enclos Pascal ; y ajouter le hameau de Meyrargues.

Faire dresser un plan d'ensemble par un architecte M. Favier qui connaît mes intentions. »

En exécution de l'article 3 du décret du 1<sup>er</sup> février 1896, les héritiers inconnus du testateur sont invités à présenter les réclamations qu'ils pourraient avoir à formuler au sujet des dispositions qui précèdent.

Ces réclamations devront, sous peine de déchéance, être adressées dans les trois mois à la Préfecture de l'Hérault.

Ce délai court de la date de l'insertion du présent avis dans le *Recueil des Actes Administratifs*.

*Le Préfet de l'Hérault : ANDRÉ VIGUIÉ.*

(N° 78.) Génie rural. — Commune des Verreries-de-Moussans. — Association syndicale libre du Gavach. — Transformation en association syndicale autorisée.

### ARRÊTÉ

LE PRÉFET DE L'HÉRAULT,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le procès-verbal de la délibération prise le 15 octobre 1934 par l'Assemblée générale de l'Association syndicale libre du Gavach, aux Verreries-de-Moussans, demandant la transformation de cette association syndicale libre en association syndicale autorisée, prenant l'engagement, au nom de ladite association, d'assurer à ses frais la conservation des ouvrages, d'inscrire annuellement, à cet effet, à son budget les ressources nécessaires, désignant comme receveur du syndicat M. le Percepteur des Contributions directes des Verreries-de-Moussans et fixant à 50 francs le traitement annuel de ce receveur ;

Vu l'acte d'association et, notamment, l'article 35 ;

Vu la loi des 21 juin 1865-22 décembre 1888 modifiée par le décret du 21 décembre 1926 rendu en application de l'article 4<sup>er</sup> de la loi du 3 août 1926 ;

Vu le décret du 18 décembre 1927 portant règlement d'administration publique ;

nieur en Chef du Génie rural, MM. le Directeur et le Receveur de l'Association intéressée.

Montpellier, le 26 juin 1935.

*Le Préfet de l'Hérault : ANDRÉ VIGUIÉ.*

Montpellier, le 26 juin 1935.

LE PRÉFET DE L'HÉRAULT,

Officier de la Légion d'Honneur,

à Monsieur le Sous-Préfet de Béziers et Messieurs les Maires du département.

Une association syndicale autorisée a été constituée conformément aux dispositions des lois des 21 juin 1865, 22 décembre 1888, du décret du 21 décembre 1926 et du règlement d'administration publique du 18 décembre 1927 entre plusieurs propriétaires des communes de Clermont-l'Hérault et de Nébian pour l'exécution d'un projet de construction, et d'entretien d'un chemin d'exploitation.

Le siège de l'Association est fixé à Clermont-l'Hérault.

Elle prend le nom d'association syndicale autorisée du chemin des Cassagnasses.

Le Conseil syndical se compose de trois membres.

Les réunions de l'Assemblée générale auront lieu chaque année dans la première quinzaine de janvier (le troisième ou quatrième dimanche).

Les ressources de l'Association se composent des cotisations de ses membres, de subventions éventuelles et d'emprunts.

L'association a une durée illimitée.

*Le Préfet de l'Hérault : ANDRÉ VIGUIÉ.*

(N° 80.) Syndicat intercommunal d'électrification de la région de Montpellier. — Constitution provisoire.

### ARRÊTÉ

LE PRÉFET DE L'HÉRAULT,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu les délibérations, en date des 26 février 1935, 8 août, 15 octobre, 24 juillet, 28 juillet, 16 juillet, 1<sup>er</sup> août, 26 juillet et 17 juillet 1934, 4<sup>er</sup> avril 1935, 12 mars 1935, 26 juillet, 27 juillet et 29 septembre 1934, par lesquelles les Conseils municipaux des communes de Boisseron, Galargues, Jacou, Mudaison, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Christol, Saint-Drézéry, Saint-Sériès, Saturargues, Saussines, Teyran, Vendargues et Villette ont décidé de se grouper en un syndicat intercommunal provisoire dans le but suivant :

1<sup>o</sup> Elaborer en commun le contrat pour la distribution publique de l'énergie électrique qui devra remplacer les contrats



actuellement en vigueur et dont les délais de validité expirent prochainement ;

2° Obtenir, à cet effet, ainsi que pour l'établissement d'un projet d'électrification des écarts, le concours gratuit du Service du Génie rural ;

Vu l'avis favorable du Conseil général de l'Hérault en date du 17 mai 1935 ;

Vu les lois des 5 avril 1884, 22 mars 1890, 13 novembre 1917 ;

Considérant que les délibérations susvisées ont été prises conformément aux dites lois ;

Considérant que la constitution de ce syndicat présente un caractère d'intérêt général notamment pour la réalisation de l'électrification des campagnes ;

Sur les propositions de M. l'Ingénieur en chef du Génie rural ;

#### ARRÊTE :

Article premier. — Est autorisée entre les communes de Boisseron, Galargues, Jacou, Mudaison, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Christol, Saint-Drézéry, Saint-Sériès, Saturargues, Saussines, Teyran, Vendargues et Villetelle la constitution d'un syndicat intercommunal provisoire d'études dit « Syndicat intercommunal d'électrification de la région de Montpellier » ayant pour but :

1° D'élaborer en commun le contrat pour la distribution publique de l'énergie électrique qui devra remplacer les contrats actuellement en vigueur et dont les délais de validité expirent prochainement ;

2° D'obtenir, à cet effet, ainsi que pour l'établissement d'un projet d'électrification des écarts, le concours gratuit du Service du Génie rural.

Art. 2. — Un arrêté ultérieur fixera la durée et le siège du syndicat ainsi que le nombre des membres qui composeront le bureau. Il désignera également le receveur du syndicat qui sera nommé sur la proposition du comité syndical.

Art. 3. — Les dépenses qu'entraînera le fonctionnement du syndicat constitueront des dépenses obligatoires et pourront être, le cas échéant, inscrites d'office aux budgets communaux.

Art. 4. — Une ampliation du présent arrêté, qui sera inséré au *Recueil des Actes administratifs* du département de l'Hérault, sera adressée à MM. l'Ingénieur en chef du Génie rural, l'Ingénieur en chef du contrôle des distributions publiques d'énergie électrique, les Maires des communes associées.

Montpellier, le 27 juin 1935.

*Le Préfet de l'Hérault* : ANDRÉ VIGUË.

Certifié conforme :

*Le Secrétaire Général* : EDMOND PASCAL.

MAIRIE DE MONTPELLIER

L'Architecte de la Ville

Legs de M. Paul Serre  
Immeuble rue du Collège N° 3  
Estimation de la valeur  
Avis pour utilisation

à Monsieur le Maire.

En réponse à la demande que vous avez bien voulu nous faire et relative à l'estimation approximative de l'immeuble légué à la Ville par M. Paul Serre et à son utilisation éventuelle pour l'agrandissement du Musée Fabre, nous avons l'honneur de vous remettre ci-joint une série de plans comprenant :

- 1°- Un plan de situation établi par rapport à l'emplacement du Musée;
- 2°- Un plan du rez-de-chaussée;
- 3°- Un plan du 1er étage;
- 4°- Une élévation en bordure de la rue du Collège.

Nous joignons un relevé des locataires tel qu'à bien voulu nous le communiquer sur notre demande M<sup>e</sup> Pierre MILHAU, notaire à Castries chargé de la liquidation de la succession et un état estimatif de cet immeuble.

Valeur vénale résultant de la moyenne entre les valeurs intrinsèques de construction et du revenu.

Après examen on ne peut envisager l'utilisation de cet immeuble, comme extension du Musée Fabre; des constructions, des cours faisant partie du Lycée ou appartenant à divers propriétaires ne permettent pas la réunion des deux immeubles.

Mais de par leur proche voisinage, il est possible d'envisager là l'installation d'une annexe, le caractère simple mais particulier de cet édifice permettant la présentation dans un cadre approprié de collections particulières, meubles anciens, oeuvres-d'art d'origine locale trouveraient là une place plus judicieuse que dans les galeries du Musée.

L'Architecte de la Ville:

Signé: Marcel BERNARD.

T.S.V.P.



Visa de l'Adjoint délégué:

Avis favorable aux conclusions  
de M. l'Architecte conseil de la Ville.

17/10/1935      Signé: F. ELIE

Visa et observations de l'Adjoint délégué:

Vu et approuvé. La création envisagée existe déjà à Béziers et Agde; elle est en voie de réalisation à Sète. Elle me paraît s'imposer à Montpellier, où un Musée d'histoire et d'ethnographie locales à sa place toute indiquée.

29/10/1935      Signé: Pierre AZEMA.

VILLE DE MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 24 Mai 1935.

Musée Fabre

Cabinet du Conservateur  
-----

Monsieur le Maire,

J'ai lu avec le plus grand intérêt l'étude de M. BERNARD, architecte municipal, que vous m'avez communiquée, au sujet de la salle qu'il est question, et je dirais indispensable de construire pour l'agrandissement du Musée Fabre.

M. Bernard, qui fait preuve dans ce rapport, d'une grande érudition, citant des noms de personnalités connues qui ont fait des études sur la manière la plus avantageuses d'éclairer les salles d'expositions d'un musée de peinture, ne conclut pas positivement laissant cependant supposer qu'il penche pour un plafond vitré sur les côtés et plein dans son milieu, redoutant les reflets nuisibles à la peinture.

C'est cependant ce système de plafond largement ouvert sur la presque totalité de la salle que se trouve la vérité; à la condition toutefois d'adopter un pavage assez sombre et non poli ne réfléchissant pas la lumière.

Dans la plupart des musées de l'Europe que j'ai visités, les éclairages latéraux sont mauvais et condamnés, et ce sont comme à Versailles (galerie des Batailles -) et autres - Au Louvre (-salle des Rubens) et dans les nouvelles salles celle dite de (l'En Cas) qui viennent d'être construites dans des cours semblables à celle qu'il conviendrait d'utiliser au Musée de Montpellier, que l'on trouve de plafonds de verre dépoli largement ouverts, permettant l'utilisation de la plus grande lumière, car il convient de ne pas renouveler dans notre Musée les erreurs néfastes précédemment commises.

En vous priant, Monsieur le Maire, d'agréer l'expression de mes sentiments dévoués et les remarques de mon expérience ainsi que celles des personnes compétentes que j'ai eu l'honneur d'approcher, je vous présente mes respectueuses salutations.

signé : A. PRIVAT.

31 MAI 1935 Copie conforme transmise à M. le Conseil  
Municipal délégué au Musée



CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE MONTPELLIER

---

Séance du 14 décembre 1906

---

MUSEE FABRE.- QUESTION DE M. FONZES SUR LE MAUVAIS  
ETAT D'UNE SALLE.

M. FONZES signale le mauvais état de la salle du Musée où sont déposés les modèles; il y a là un danger sérieux pour les collections qui sont placées au-dessous.

M. le Maire explique que M. l'Architecte de la Ville , qui a visité cette salle, répond de la solidité du plafond.

M. FONZES est étonné que le plafond ait été ébranlé, puisque, d'après M. l'Architecte, il n'y a aucun danger à craindre.

(Bulletin municipal, Décembre 1906, p.1022-1023)

CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE MONTPELLIER

---

Séance du 30 juillet 1906

---

ECOLE REGIONALE DES BEAUX-ARTS.- PROJET D'AGRANDISSEMENT.-  
RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION

M. le Maire s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil le rapport établi par la sous-Commission de l'étude du projet d'agrandissement des locaux de l'Ecole Régionale des Beaux-Arts et du Musée Fabre.

Je prie le Conseil de vouloir bien renvoyer l'examen de ce rapport aux trois Commissions des Travaux publics, de l'Instruction publique et des Finances.

Le Conseil adopte le renvoi proposé.

(Bulletin Municipal, Juillet 1906, p. 661).



CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE MONTPELLIER

---

Séance du 30 juillet 1906

---

ECOLE REGIONALE DES BEAUX-ARTS.- PROJET D'AGRANDISSEMENT.-  
RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION

M. le Maire s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil le rapport établi par la sous-Commission de l'étude du projet d'agrandissement des locaux de l'Ecole Régionale des Beaux-Arts et du Musée Fabre.

Je prie le Conseil de vouloir bien renvoyer l'examen de ce rapport aux trois Commissions des Travaux publics, de l'Instruction publique et des Finances.

Le Conseil adopte le renvoi proposé.

(Bulletin Municipal, Juillet 1906, p. 661).